

à M. le Président de la République
à Ms les Députés des Ardennes
à Ms les Sénateurs des Ardennes
à Monsieur le Recteur de l'Académie de Reims
à Madame l'Inspectrice d'académie des Ardennes
à M. Le Préfet des Ardennes
à Ms les responsables des Partis Politiques

Objet : Lettre ouverte

Mesdames, Messieurs,

A l'issue de la réunion/débat sur l'avenir de l'Éducation organisée à Rethel ce Jeudi 31 mars 2011, nous, soussignés, enseignants, parents d'élèves, élus, citoyens,... vous adressons cette lettre ouverte pour la défense et l'amélioration du service public d'éducation, pour un autre projet éducatif !

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'Éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre École ?

Cette École publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre cependant certaines difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants », et leur donner les moyens de s'intégrer et de s'émanciper dans la société.

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, que constatons-nous aujourd'hui ? Depuis quelques années déjà, au prétexte d'une nécessaire réduction de la dépense publique, la politique budgétaire gouvernementale n'a de cesse que de vouloir faire des économies et puise ainsi chaque année un peu plus dans les « gisements » de l'Éducation Nationale... A la rentrée prochaine, ce sont plus de 16 000 postes d'enseignants qui seront supprimés, dégradant encore la qualité de notre service public d'éducation (classes de plus en plus chargées, hétérogénéité croissante des publics scolaires accueillis, réduction des moyens permettant de traiter la difficulté scolaire, réduction de l'offre de formation, ...).

Au-delà des postes d'enseignants et des conditions d'études et de travail dégradées, c'est aussi la politique éducative mise en œuvre que nous dénonçons qui, par le démantèlement de l'éducation prioritaire, l'instauration du socle commun, l'individualisation des parcours,... prône le chacun pour soi et renvoie à chacun la responsabilité de sa situation individuelle ! Nous dénonçons ce désengagement de l'État dans ce qui devrait constituer sa mission première, une éducation et une formation initiale de qualité pour tous, et ce projet d'École à plusieurs vitesses qui ne correspond pas à la société que nous voulons, pour nous, pour nos enfants.

C'est pourquoi nous poussons aujourd'hui ce cri d'alerte : cette politique budgétaire et éducative va détériorer sur le long terme le service public d'Éducation. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école inégalitaire, marquée du sceau du déterminisme social, dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas ! Nous exigeons pour nos enfants une politique éducative ambitieuse, plaçant au cœur la réussite de tous les jeunes, visant pour tous le plus haut niveau de qualification.

Nous exigeons pour cela que d'autres choix soient faits. Quelle place voulons-nous donner à l'Éducation dans notre pays ? Quel citoyen, quelle citoyenne, voulons-nous préparer ?

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'Éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui rejettent cette politique qui sacrifie le service public d'Éducation et l'avenir de la jeunesse !

A plusieurs reprises, l'opinion publique a massivement apporté son soutien à ces revendications, le samedi 19 mars dernier, le collectif « Un pays, une école, notre avenir » a rappelé sa volonté de ne pas laisser le gouvernement poursuivre son entreprise de démolition du service public d'éducation, rappelé plus globalement son attachement à tous les services publics qui donnent plus de cohésion à une société de plus en plus minée par des inégalités que la crise accentue.

Nous, soussignés, exigeons que l'Éducation redevienne une priorité pour la Nation, pour construire l'École de l'avenir.

Nous espérons que vous considérerez cette requête avec toute l'attention nécessaire et que vous mettrez tout en œuvre pour garantir à nos élèves, à nos enfants et à tous les personnels les conditions d'étude et de travail qui permettent la réussite de tous les jeunes.

. Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments respectueux.

Nom	Qualité (parent-élus-citoyen-enseignant)	signature

Nom	Qualité (parent-élus-citoyen-enseignant)	signature
